

## SRI LANKA : LES TIGRES JOUENT LA POLITIQUE DU PIRE

Eric Meyer \*

Division entre Tamouls de l'est et du nord, contentieux sur la répartition de l'aide internationale post-tsunami : le retour des violences meurtrières prend encore les civils en otage.

Attentats suicides, assassinats, batailles navales, bombardements... Peut-on encore parler de cessez-le-feu à Sri Lanka ? Quatre ans après la signature d'un accord supposé mettre fin à dix-neuf ans de guerre (60 000 morts environ) et permettre des négociations de paix entre le gouvernement et les indépendantistes tamouls, la violence ne cesse d'augmenter. La récente dégradation trouve ses racines dans deux événements. En mars 2004, le colonel Karuna, principal chef militaire des Tigres tamouls dans l'est de l'île, faisait sécession. Une première, car jusque-là les opposants au chef du mouvement, Vellupillai Prabhakaran, avaient rapidement été éliminés. La dissidence de Karuna s'appuie sur le mécontentement des Tamouls de l'Est, exaspérés de devoir fournir sans cesse de nouvelles recrues à un



mouvement tenu par des Tamouls du Nord. Depuis sa défection, Karuna sert les intérêts du camp gouvernemental en se livrant à une guérilla sanglante contre les Tigres. Et ceux-ci accusent l'armée de le soutenir.

Le deuxième contentieux qui a aggravé les tensions entre les deux parties est lié au tsunami. Les régions tamoules ont été les plus touchées par la vague meurtrière, infrastructures des Tigres comprises. Ceux-ci entendaient se refaire grâce à l'aide internationale, mais n'ont pas réussi à trouver un accord sur la répartition des fonds internationaux avec le gouvernement dominé par les Cinghalais (74 % de la population contre 18,1 % de Tamouls et 7,6 % de musulmans). Au-delà de l'aide, cette querelle fait écho au refus du gouvernement de concéder aux Tigres l'administration provisoire du nord-est de l'île en attendant un règlement de paix définitif. L'ex-présidente Chandrika Kumaratunga (1994-2005) en avait certes accepté le principe du bout des lèvres, mais n'a pu en imposer l'application à son propre camp.

La radicalisation des Tigres, mécontents de voir leurs revendications bloquées, s'est traduite par l'assassinat, en août 2005, de Lakshman Kadirgamar, ministre des Affaires étrangères sri lankais d'origine tamoule. Et surtout l'un des rares dirigeants de sa communauté capable de modérer l'influence des nationalistes cinghalais au sein du gouvernement.

Ce meurtre est intervenu trois mois avant la présidentielle de novembre au cours de laquelle le candidat qui l'a emporté, Mahinda Rajapakse, a précisément fait campagne sur le refus de voir instaurer le fédéralisme envisagé par un accord de décembre 2003. Sans pour autant proposer de formule alternative... Jouant la politique du pire, les Tigres ont prôné le boycott du scrutin par les Tamouls, plutôt que le vote en faveur du rival cinghalais de Rajapakse, Ranil Wickramasinghe, ancien Premier ministre (1993-1994, 2001-2004) et partisan de la formule fédérale. Durant la campagne, Mahinda Rajapakse, qui ne peut gouverner sans l'appui des nationalistes radicaux cinghalais au Parlement, s'en était aussi pris à la Norvège, médiateur dans les négociations de paix, mais accusée par le pouvoir de favoriser les Tigres. Oslo a donné prise à cette critique en finançant, au titre de l'aide au développement, la construction de bâtiments des Tigres dans leur capitale de Kilinochchi (nord). Le chef de l'Etat a obtenu, depuis son élection, une petite satisfaction. L'officier norvégien, qui dirigeait la mission de surveillance du cessez-le-feu, a été remplacé par un militaire suédois que Colombo espère moins sensible aux arguments des Tigres. Au-delà de ce remplacement d'un militaire scandinave par un autre, l'influence des parrains étrangers du processus de

paix (outre la Norvège, l'Union Européenne, les Etats-Unis et le Japon) est bien faible. Ainsi, Tokyo, principal bailleur étranger du pays avec la Banque asiatique de développement, est incapable d'influencer le comportement des acteurs sri lankais. Et aucune puissance étrangère, y compris l'Inde voisine qui envoya un corps expéditionnaire dans l'île entre 1987 et 1990, n'envisage d'y intervenir militairement. De nouveau, les populations civiles des régions nord et est paient au prix fort la reprise des violences à Sri Lanka.

### **Eric Meyer\***

Professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales, auteur de « Sri Lanka. Entre particularismes et mondialisation » (La Documentation française, coll. Asie plurielle, 2001) et de « Sri Lanka, Biography of an Island » (Viator Publications, 2<sup>e</sup> ed., 2006).